

---

# Autoritarisme en marche

SNTRS-CGT Alpes

25 avenue des martyrs, 38042 Grenoble Cedex 9

[cgt@grenoble.cnrs.fr](mailto:cgt@grenoble.cnrs.fr)

---

13 Novembre 2020

**L**ibertés académiques assujetties au respect des “valeurs” de la République, accusations d’islamo-gauchisme (cachant des relations, elles, bien réelles entre extrême droite, capitalistes et djihadistes), attaques des droits individuels, et violences policières ne sont que quelques exemples récents d’une politique elle-même violente et autoritaire, d’un pouvoir qui s’est séparé de sa population depuis bien longtemps, à un point tel que la sidération vient aujourd’hui se mêler à la colère...

## 1 “L’islamo-gauchisme” : un prétexte fourre tout

«Rapidement après l’attentat de Conflans-Sainte-Honorine et la mort de Samuel Paty [1], parmi le déferlement d’amalgames et de propos racistes, un mot d’ordre résonne dans de nombreux médias : haro sur les “islamo-gauchistes” !» [2]. Ce terme, qui sous entend une complaisance (voire une complicité) avec les islamistes radicaux, s’en prend, entre autre, aux associations, organisations politiques, syndicats, personnalités... qui luttent ou dénoncent le climat islamophobe qui règne en France depuis des années.

L’université, berceau de la pensée critique, n’a pas échappé à l’offensive [3, 4, 5]. Le ministre de l’éducation Jean-Michel Blanquer accuse de complicité les personnels universitaires [3], qui sont pourtant parmi les mieux placés pour «comprendre et désamorcer les dispositifs d’embrigadement radicalistes» [5]. Comme le souligne E. Fassin, faire porter la responsabilité de la mort d’un professeur à d’autres professeurs, il fallait oser. Mais c’est, bien évidemment, l’occasion d’affaiblir l’opposition massive des personnels contre la politique gouvernementale et la **Loi de Programmation de la Recherche**, et de contraindre «les libertés académiques à s’exercer dans le respect des valeurs de la République» au travers de nouveaux amendements [4, 5, 6, 7, 8], avec lesquels notre ministre Mme Vidal est en parfait accord [9]. D’ailleurs, la déconnexion entre cette dernière et la communauté scientifique est telle que la Commission Permanente du Conseil National des Universités en est venue le

3 novembre à s’adresser directement au Président de la république, au travers d’une lettre ouverte, pour demander son départ [11].

## 2 Les valeurs de la république ?

Cet assujettissement des libertés académiques pose un problème fondamental : qu’entend-on par «valeurs de la république» [10]? Si cela fait simplement référence aux termes de liberté, égalité, fraternité, et laïcité, ne deviennent-elles pas un concept tiroir qui a le sens qu’on veut bien leur donner ? Par exemple, le (néo-)libéralisme et le libertarisme sont deux notions idéologiquement opposées, se réclamant pourtant toutes deux de la **liberté**. Ou encore, le sens même du mot **laïcité** est aujourd’hui totalement détourné par les pouvoirs politiques et médiatiques : alors qu’il s’agit initialement d’un concept noble assurant la possibilité pour chacun d’exercer son culte librement (dans la limite du trouble de l’ordre public), il devient tristement synonyme de l’interdiction de porter des signes ostentatoires aujourd’hui. Les musulmanes se trouvent être les premières impactées par une telle définition, ne pouvant par exemple pas porter à la fois la parole de leur syndicat et le voile sans générer une levée de bouclier à l’Assemblée Nationale [12]. Pour enfoncer le clou, c’est dans ce contexte qu’un **nouveau projet de loi contre le séparatisme**, «qui vise à renforcer la laïcité et qui permettra de lutter contre l’islamisme radical» [13], prévoit d’étendre la neutralité, jusqu’ici réservée aux agents publics, à tous les salariés des entreprises délégataires et prestataires d’un service public [14].

Ainsi, la république peut être démocratique et sociale, libérale, ou encore réactionnaire, traduisant des valeurs bien différentes auxquelles nous devrions faire allégeance, quelles qu’elles soient? Le libéralisme, nous le subissons depuis plusieurs décennies, et l’autoritarisme, nous le sentions latent depuis quelques années. Aujourd’hui décomplexée, cette alliance des libéraux aux réactionnaires fait ressortir les obsessions, l’idéologie, l’inégalitarisme, les haines portées par l’extrême droite, et de fait, **s’attaque frontalement aux valeurs de la république démocratique**

**et sociale.** Nous ne pouvons le cautionner.

Autre victime, l'association Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF), ayant pour objectif de dénoncer et combattre les discriminations, injures, ou violences à l'encontre des populations musulmanes ou assimilées musulmanes, est aujourd'hui menacée de dissolution [15]. L'**amalgame** entre musulmans et terroristes, islam et fanatisme, révèle une volonté de criminaliser la lutte contre l'islamophobie en France. Les associations devraient d'ailleurs bientôt, comme le prévoit le projet de loi contre le séparatisme, répondre aussi au critère subjectif de «respect des valeurs de la république» pour espérer exister [13, 14].

### 3 Islam radical, extrême droite et capitalisme

Pour ajouter au **confusionnisme étatique et médiatique**, pas un mot de la part des ministres sur les liens avérés existant entre l'imam Abdelhakim Sefrioui, mis en examen pour « complicité d'assassinat » dans l'enquête sur l'attentat de Conflans, et l'extrême droite (plus précisément des proches de Marine Le Pen) [16, 17]. Cette connivence n'est pas nouvelle, «l'extrême droite et les islamistes ayant en commun une politique du conflit des civilisations» [4]:

- en 2015, un djihadiste commet un massacre antisémite dans le sillage de l'attaque du journal Charlie Hebdo. Il s'avère que les armes utilisées par le tueur ont été fournies par... un néo-nazi de la région lilloise également indicateur de police : Claude Hermant [18];
- l'entreprise française Lafarge, a financé Daesh en Syrie. Clou du spectacle, un membre du Front National a supervisé la collaboration avec Daesh [19];
- en 2017, Macron signe (dans la continuité des gouvernements précédent) 11 milliards d'euros de ventes d'armes avec le Qatar. Le gouvernement qui réprime, au nom de la "laïcité", les musulmans vivant en France fait des courbettes aux leaders mondiaux de l'islamisme radical [20].

Alors qu'on entend les médias se déchaîner contre les immigrés et les musulmans, que des politiciens répandent l'expression "islamo-gauchiste", il faut rappeler que l'extrême droite et les djihadistes ne sont pas ennemis. Ce ne sont pas des camps opposés qui lutteraient l'un contre l'autre, mais les deux faces d'une même pièce. **Ils se nourrissent, s'entretiennent, sèment la haine et la peur pour brutaliser le climat social.**

### 4 Nos positions...

Il s'agit donc d'être clair sur ce que nous, section Alpes du SNTRS-CGT, en tant qu'organisation syndicale se

battant pour l'égalité des droits et la justice sociale, condamnons et soutenons.

**Nous condamnons** les actes terroristes et de barbaries, qu'ils soient issus du djihadisme, du fanatisme, de l'extrême-droite ou d'autres courants, et, plus largement, refusons toute forme de rejet basé sur la religion, la couleur de peau, le genre, ou l'orientation sexuelle.

Nous condamnons le séparatisme enclenché par une politique gouvernementale stigmatisante, et soutenue par des médias qui, bien souvent, ne cherchent plus à comprendre les vraies responsabilités [21].

Nous condamnons l'autoritarisme d'un pouvoir déchaîné qui ne tient que par la propagande [30] et la violence, et n'hésite pas à profiter de la crise sanitaire et des récents événements pour s'attaquer aux libertés publiques et aux droits individuels [22]. Cet autoritarisme se révèle aujourd'hui dans de nombreux pans de nos structures sociétales, dont voici quelques exemples :

- projet de loi de « sécurité globale » qui renforce l'impunité des policiers en interdisant notamment de filmer et diffuser leurs interventions [23] (seul et unique rempart aujourd'hui face aux violences policières systémiques et systématiques [24]), et qui accroît la surveillance des citoyens [29];
- projet de loi contre le séparatisme interdisant l'école à la maison, proposant une extension de la neutralité jusqu'ici réservée aux agents publics, un contrôle des associations qui n'embrasseraient pas les valeurs (du moment!) de la république [14];
- attaques des libertés académiques au travers de la Loi de Programmation et de la Recherche [4, 5, 6, 7, 8];
- remplacement progressif du conseil des ministres par le conseil de défense qui, astreint au secret défense, ne rend de compte à personne [29].

Comme le souligne E. Fassin [4] : «Paradoxalement, la France républicaine d'Emmanuel Macron ressemble de plus en plus, en dépit des gesticulations, à la Turquie islamiste de Recep Tayyip Erdogan, qui persécute, en même temps que la minorité kurde, des universitaires, des syndicalistes, des médias libres et des partis d'opposition».

**Nous apportons tout notre soutien** aux familles et proches des victimes des attentats récents, aux élèves et collègues de Samuel Paty, ainsi que l'ensemble du personnel de l'éducation nationale, dont les missions et services sont détruits quotidiennement par un ministère de l'Éducation Nationale «réformateur briseur d'égalité», qui tente de faire de l'école un symbole de la liberté d'expression alors même que ses enseignants sont muselés et priés de ne pas faire de vague [25, 26].

Nous soutenons l'ensemble des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche face aux attaques du gouvernement, des médias, et même quelques uns de leurs semblables [27].

Nous soutenons la communauté musulmane, ainsi que le CCIF, face aux attaques qu'ils subissent quotidi-

ennement et à une stigmatisation les excluant tacitement de l'expression politique et de la vie citoyenne.

Tout comme le préconise l'Observatoire de la laïcité, nous continuerons à nous battre pour voir advenir «plus de mixité sociale et moins de polémiques» [28] : les idées d'extrême droite sont un poison, la solidarité est l'antidote.

## References

- [1] [Cas d'école : l'histoire de samuel \(BD Remedium\)](#)
- [2] [Islamo-gauchistes, une chasse aux sorcières \(Acrimed\)](#)
- [3] [Ce que veut dire le terme islamo-gauchisme pour ceux qui l'emploient et pour ceux qu'il vise \(France Inter\)](#)
- [4] [Qui est complice de qui les libertés académiques en péril \(Blog de Mediapart\)](#)
- [5] [La menace de l'autoritarisme académique \(Blog de Mediapart\)](#) ; [Les universitaires et opposants politiques dans le collimateur de Irem \(Blog de Mediapart\)](#) ; [Precarisation, libertés académiques : stop à la destruction de la recherche universitaire \(Blog de Mediapart\)](#); [Tribune dans Le Monde : « Les libertés sont précisément foulées aux pieds lorsqu'on en appelle à la dénonciation d'études et de pensée » \(Indiscipline!\)](#) ; [Les miliciens de la pensée et la causalité diabolique \(Blog de Mediapart\)](#)
- [6] Alors qu'un second amendement porte aussi atteinte aux libertés académiques en «plaçant le recrutement de nos Professeurs et Maîtres de Conférences sous le contrôle des présidences d'établissement, et non des pairs» [7], un dernier promet un an d'emprisonnement et 7500euros d'amendes aux personnes «pénétrant ou de se maintenant dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement supérieur» avec pour «but d'entraver la tenue d'un débat organisé dans les locaux [...]» [8], un critère à ce point suggestif que les «autorités compétentes» pourront bien y faire rentrer ce qu'elles désirent : [Quand le gouvernement prévoit la pénalisation des mobilisations étudiantes \(Libération\)](#)
- [7] [Lettre ouverte aux Parlementaires \(RogueESR\)](#) ; **mise à jour suite à la réunion de la Commission Mixte Paritaire du 9/11/20** : «La Commission Mixte Paritaire s'est accordée sur un texte de synthèse pour la LPR, suite à une alliance entre la majorité LaReM et les groupes de droite et du centre au Sénat. Le seul point sur lequel le texte n'ait pas été nivelé vers le bas concerne l'assujettissement des libertés académiques aux "valeurs de la République", remplacé par une référence à la garantie constitutionnelle de ces libertés. Ce repli tactique n'efface pas le maintien des amendements sénatoriaux les plus délétères, notamment celui portant sur le CNU, tandis que sur le plan budgétaire, c'est la version de l'Assemblée Nationale, prévoyant un étalement des crédits sur dix ans (contre sept), qui a prévalu. C'est donc le choix du moins-disant budgétaire qui a été fait, malgré la critique unanime, y compris du Conseil d'Etat. La LPR sera validée par des votes formels dans les jours à venir. Nos pensées vont à toutes celles et tous ceux dont cette loi sacrifie l'avenir. Avant tout, il est nécessaire de retisser des liens de solidarité effectifs, concrets : prenons soin les uns des autres.», courriel de RogueESR du 10/11/20
- [8] [Projet de loi, modifié par le sénat, de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2027 \(Assemblée Nationale\)](#)
- [9] [Réaction de Frédérique Vidale sur les amendements du Sénat s'attaquant aux libertés académiques \(Public Sénat\)](#)
- [10] [Cap du Pire, Frédéric Lordon](#)
- [11] «Madame Frédérique Vidal ne dispose plus de la légitimité nécessaire pour parler au nom de la communauté universitaire et pour agir en faveur de l'Université» : [Lettre ouverte de la Commission permanente du Conseil National des Universités](#)
- [12] [L'Unef renouvelle son soutien à sa vice-présidente Maryam Pougetoux \(Libération\)](#) ; [Communiqué du SNTRS-Alpes sur la laïcité](#)
- [13] [Projet de loi contre le séparatisme \(G. Darmanin\)](#)
- [14] [Séparatisme : les principaux axes du projet de loi dévoilés dans le détail par Darmanin \(l'Express\)](#) ; [Séparatisme: Macron prescrit l'antidote et instille le poison \(Mediapart\)](#)
- [15] [Contre le CCIF et BarakaCity, Gérald Darmanin manie la menace de dissolution \(Mediapart\)](#) ; [Communiqué du CCIF du 17 octobre : l'impasse](#)
- [16] [À propos d'Abdelhakim Sefrioui et du collectif Cheikh Yassine \(La Horde\)](#)
- [17] [Attentat de Conflans: révélations sur l'imam Sefrioui \(Mediapart\)](#)
- [18] [Ces indics qui ont armé Amedy Coulibaly \(Mediapart\)](#)
- [19] [Lafarge : trois cadres, dont un candidat FN, mis en examen pour financement du terrorisme \(Révolution Permanente\)](#)

- [20] [L'Occident et les djihadistes : chronique d'une hypocrisie \(ActaZone\)](#)
- [21] [Guerres et terrorisme : sortir du déni \(Tribune\)](#)
- [22] [La précipitation politique menace de nouveau les principes fondamentaux \(Mediapart\)](#)
- [23] [La proposition de loi «sécurité globale» renforce l'impunité des policiers \(Mediapart\) ; Loi «sécurité globale»: cachez ces violences policières que je ne saurais voir \(Blog de Mediapart\)](#)
- [24] [Violences policières : ensauvagement politique \(Vidéo\) ; Violences policières : comment en est-on arrivé là ? \(Vidéo\) ; Violences policières : les images décryptées \(Vidéo\)](#)
- [25] [Cas d'école, l'histoire de Christine \(BD Remedium\); Quatre professeurs de Melle lourdement sanctionnés par le rectorat de Poitiers \(France3\); Devoir de réserve, un effet d'intimidation](#)
- [26] [Pas en mon nom \(Blog de Mediapart\)](#)
- [27] [Le Manifeste Des 100, et quelques réactions à ce manifeste en \[5\]](#)
- [28] [Séparatisme: L'Observatoire de la laïcité préconise «plus de mixité sociale» et «moins de polémiques» \(Huffington Post\)](#)
- [29] [Le macronisme : décider de tout, mais ne vouloir être responsable de rien \(Vidéo\) ; Le macronisme : décider de tout, mais ne vouloir être responsable de rien \(Le Média\) ; Proposition de loi « Sécurité globale » : l'alerte de la Défenseure des droits](#)
- [30] [Emmanuel Macron, roi des «fake news» \(Mediapart\); Le gouvernement des fake news et du n'importe quoi \(Politis\)](#)